

Les bibliothèques académiques européennes :

→ BRÈVE SYNTHÈSE PROSPECTIVE

FRÉDÉRIC BLIN

Sous-direction des bibliothèques
et de l'information scientifique
Frederic.blin@education.gouv.fr

Archiviste paléographe, titulaire d'un DEA d'histoire contemporaine et du diplôme de conservateur de bibliothèque, Frédéric Blin est notamment chargé de la coopération internationale et du suivi des Urfist au sein de la Sous-direction des bibliothèques et de l'information scientifique au ministère de l'Enseignement supérieur et de la Recherche.

Le paysage des bibliothèques d'enseignement supérieur et de recherche en Europe¹ est riche, varié et complexe. En faire une photographie précise à la fin de l'année 2007 est par conséquent une tâche redoutable, surtout dans le cadre contraint d'un article pour une revue professionnelle.

C'est pourquoi nous nous proposons de centrer notre propos sur les principaux programmes et projets menés actuellement par les bibliothèques académiques européennes, et sur les politiques déployées pour accompagner leur mise en œuvre. Ils témoignent à notre sens d'un mouvement de fond accompagnant une mutation accélérée des bibliothèques d'enseignement supérieur et de recherche et, plus largement, de la relation des communautés scientifiques à la documentation et à l'information scientifiques. Les propos que nous tiendrons ici doivent se lire à l'aune de cette problématique.

Nous appuyant essentiellement sur une activité de veille quotidienne, sur la lecture de la presse professionnelle, la consultation de sites internet institutionnels, ainsi que sur un questionnaire ouvert envoyé à la liste de diffusion Liber², nous tenterons d'avancer des hypothèses sur la manière dont les tendances actuellement à l'œuvre sont susceptibles de définir la « bibliothèque académique » de demain. Si nous ne parlons pas, sauf exception, du cas français, celui-ci sera présent en arrière-

plan et le lecteur devra le garder en mémoire pour alimenter sa réflexion.

Les réseaux au cœur du fonctionnement des bibliothèques académiques européennes

Le paysage des bibliothèques académiques en Europe est très divers, comme le montrent les données statistiques dans le tableau comparatif³ à la fin de l'article page 18. Les données financières indiquées correspondent au financement courant des bibliothèques. On constate que les acquisitions documentaires représentent généralement autour de 28 % du budget global, et que la part des ressources électroniques est importante : le poids des autres types de documents tend à diminuer en conséquence, comme le montre l'exemple britannique⁴.

LE CAS BRITANNIQUE : ÉVOLUTION ENTRE 1994-1995 ET 2004-2005

Budget d'acquisition : livres	+ 13,3 %
Budget d'acquisition : périodiques	+ 77,93 %
Budget d'acquisition : ressources électroniques	+ 969,76 %
Prêt entre bibliothèques	- 14,59 %
Nombre de livres acquis par étudiant	De 2,1 à 1,6

3. Ces statistiques sont issues des données officielles publiées dans les différents pays (voir les sources statistiques, à la fin de l'article), mais néanmoins à prendre avec les précautions d'usage.

4. *Lisu Annual Statistics 2006*, tableau 3.8d, p. 139 : www.lboro.ac.uk/departments/dis/lisu/downloads/also6.pdf

1. Entendre ici l'Europe au sens géographique : nous mentionnerons des exemples de pays hors Union européenne.

2. Que toutes les personnes nous ayant répondu soient ici chaleureusement remerciées.

C'est ce qui explique la généralisation des consortiums dont la mission historique est la négociation et l'achat partagés des ressources électroniques. S'il existe aujourd'hui des consortiums de bibliothèques dans tous les pays européens, c'est en partie grâce à l'action de la fondation eIFL⁵ en direction des pays d'Europe centrale et orientale⁶, ainsi qu'aux congrès européens de la coalition internationale des consortiums de bibliothèques (Icolc)⁷.

Face aux difficultés budgétaires (liées en partie à l'importance croissante des ressources électroniques et à leur TVA élevée) dont ont à souffrir la plupart des bibliothèques européennes, deux tendances non exclusives l'une de l'autre se sont renforcées ces dernières années : la mutualisation des moyens autour d'outils et de projets communs, dont les consortiums sont une des manifestations les plus visibles ; le recours à des financements extérieurs pour la réalisation de projets documentaires ou scientifiques. Ces financements peuvent contribuer, pour une part importante, à l'activité scientifique des bibliothèques, en permettant par exemple le catalogage de manuscrits médiévaux, un projet de numérisation, ou la réalisation d'une bibliothèque numérique disciplinaire.

La Fondation allemande pour la recherche (DFG)⁸ ou le JISC au Royaume-Uni⁹ sont ainsi à l'origine de multiples programmes scientifiques et documentaires menés dans les bibliothèques académiques allemandes et britanniques. En Allemagne par exemple, les deux centres nationaux de numérisation créés sur financement de la DFG en 1997 auprès de la Bayerische Staatsbibliothek (biblio-

Bibliothèques d'enseignement supérieur et de recherche : définition

Le terme anglais « *academic and research libraries* » désigne les bibliothèques s'adressant aux publics des chercheurs et des étudiants : les bibliothèques nationales sont donc dans l'absolu incluses dans cette définition. D'ailleurs, certaines bibliothèques nationales européennes (Bosnie-Herzégovine, République serbe de Bosnie, Croatie, Danemark, Finlande, Islande, Macédoine, Slovaquie, Slovaquie, Slovaquie) sont également bibliothèques universitaires. Par souci de précision, nous ne traiterons quant à nous que des bibliothèques relevant d'institutions d'enseignement supérieur et de recherche, et les statistiques mentionnées ne concerneront pas les bibliothèques nationales qui ne sont pas également universitaires.

thèque d'État) de Munich¹⁰ et de la Niedersächsische Staats- und Universitätsbibliothek (bibliothèque d'État et universitaire) de Göttingen¹¹, permettent de surmonter l'éclatement fédéral afin de conduire des projets de numérisation au niveau national et de maintenir un répertoire central des documents numérisés¹².

Les initiatives de collaboration entre bibliothèques n'ont pas pour seul but de mutualiser les capacités financières : elles visent avant tout à fournir des services unifiés aux communautés scientifiques et universitaires qu'elles desservent. Les catalogues collectifs nationaux se sont généralisés¹³, et apparaissent désormais des outils plus spécialisés, ou fruits de coopérations internationales, tels que :

- le catalogue collectif scandinavo-balte des périodiques¹⁴ ;
- le portail des manuscrits conservés dans les institutions néerlandaises¹⁵ ;

- le catalogue des ressources sur la Chine disponibles dans les bibliothèques européennes¹⁶ ;

- les portails de thèses autrichien¹⁷, allemand¹⁸, belge francophone¹⁹, britannique²⁰, espagnol²¹, néerlandais²² ou portugais²³ ;

- les portails de revues scientifiques numérisées en Allemagne²⁴, Suisse²⁵, Royaume-Uni²⁶ ;

- la bibliothèque numérique du Réseau des bibliothèques de Suisse occidentale, Rerodoc²⁷.

Le travail en réseau prend parfois la forme d'une coordination documentaire au niveau national, à l'image du système des centres d'acquisition et de diffusion de l'information scientifique et technique (Cadist) en France. L'exemple le plus abouti est celui de l'Allemagne, avec les Sondersammelgebetsbibliotheken²⁸. Ces bibliothèques ont la responsabilité de l'excellence documentaire dans un domaine disciplinaire particulier, ainsi que la mission de concevoir des portails thématiques, ou plus exactement des « bibliothèques numériques spécialisées », dans leurs domaines de compétence²⁹. Deux autres pays au moins disposent d'un système de coordination documentaire nationale : la Suède, avec le réseau BibSam piloté par la Bibliothèque royale³⁰, et l'Estonie, avec un plan

16. Evocs, European Virtual Opac for Chinese Studies : www.sino.uni-heidelberg.de/evocs

17. Österreichische Dissertationsdatenbank : <http://media.obvsg.at/dissdb>

18. DissOnline : www.dissonline.de

19. BICTEL/e : www.bib.ulb.ac.be/fr/bibliotheque-electronique/theses-bictel/index.html

20. Ethos : www.ethos.ac.uk

21. Base de datos de tesis doctorales (Teseo) : <http://teseo.mec.es/teseo/jsp/teseo.jsp>

22. DareNet Promise of Science : www.darenet.nl/en/page/page.view/p/promise.page

23. Depósito de Dissertações e Teses Digitais : <http://dited.bn.pt>

24. Digizeitschriften : www.digizeitschriften.de

25. Seals : <http://retro.seals.ch/digbib/collections/Home2>

26. Medical Journals Backfiles Digitisation Project : <http://library.wellcome.ac.uk/node280.html>

27. Rero : www.rero.ch

Rerodoc : <http://doc.rero.ch>

28. <http://webis.sub.uni-hamburg.de>

29. Portail fédérateur des bibliothèques virtuelles spécialisées (« Virtuelle Fachbibliotheken ») : www.vascoda.de

30. www.kb.se/bibsam

5. eIFL : <http://www.eifl.net>

6. L'Albanie, l'Arménie, l'Azerbaïdjan, la Biélorussie, la Bosnie-Herzégovine, la Bulgarie, la Croatie, l'Estonie, la Géorgie, le Kosovo, la Lettonie, la Lituanie, la Macédoine, la Moldavie, la Pologne, la Russie, la Serbie-Monténégro, la Slovaquie, la Slovaquie, l'Ukraine.

7. Icolc : www.library.yale.edu/consortia

8. Deutsche Forschungsgemeinschaft : www.dfg.de/forschungsfoerderung/wissenschaftliche_infrastruktur/lis/index.html

9. JISC – Joint Information Systems Committee : www.jisc.ac.uk

10. <http://mdz1.bib-bvb.de/~mdz>

11. www.gdz-cms.de

12. Zentrales Verzeichnis Digitalisierter Drucke : www.zvdd.de/sammlungen.html

13. Voir par exemple le catalogue collectif estonien Ester : <http://ester.nlib.ee/search>

14. Nordic/Baltic Union Catalogue of Serials : www.nb.no/nosp/english.html

15. www.mmdc.nl/static/site/index.html

national d'acquisition et de diffusion de l'information scientifique³¹. Quant au Royaume-Uni, une réflexion très active est menée depuis 2002 par le consortium des bibliothèques de recherche Curl (Consortium of Research Libraries in the British Isles) et le Research Information Network, visant à l'établissement d'une politique nationale coordonnée de développement et de gestion des collections³² : ces réflexions s'appuient notamment sur les conclusions du programme CoFor (Collaboration for Research), centré sur les collections documentaires des domaines russe et d'Europe centrale et orientale³³.

Une autre forme de politique nationale réside dans la constitution d'une bibliothèque numérique nationale dédiée à la documentation universitaire et de recherche et à l'information scientifique. Des exemples existent ou sont en création au Danemark (Electronic Research Library³⁴), en Finlande (Science Linkhouse³⁵ et Nelli³⁶), Hongrie (Magyar Elektronikus Könyvtar³⁷), Italie (Polar CNR³⁸), Islande (portail Hvar³⁹), ou Lituanie (Electronic Lithuanian Academic Library⁴⁰). Le projet suisse E-Lib – Bibliothèque électronique suisse⁴¹, qui « se veut un portail scientifique national permettant principalement de rechercher, de vérifier et d'accéder à des informations scientifiques dans toute la Suisse », doit se lire dans cette même optique de constituer un point d'entrée unique aux collections d'intérêt universitaire et scientifique à l'échelle d'un pays.

Au niveau européen, la coopération entre bibliothèques académiques est également très riche. Les pays scandinaves ont une longue tradition dans ce domaine, et ont mis en place

un certain nombre d'outils communs, comme Diva, répertoire institutionnel des publications des universités de Suède, Danemark et Norvège hébergé par la bibliothèque de l'université suédoise d'Uppsala⁴² ; NordInfolit, réseau d'expertise scandinave dans le domaine de la formation à la maîtrise de l'information⁴³ ; ou, plus récemment, le programme NordBib, dont l'objectif final est la création d'une infrastructure scandinave pour l'accès à l'information scientifique⁴⁴. De même, l'Europe compte de multiples associations : Liber⁴⁵ bien entendu, mais également Eblida⁴⁶ et Cerl⁴⁷, ou des associations spécialisées comme EAHIL⁴⁸, Beth⁴⁹ ou Euraslic⁵⁰. De nombreuses bibliothèques participent aux activités de ces associations, ainsi qu'à celles de Sparc Europe⁵¹, qui se concentre sur les questions liées aux ressources électroniques et à la communication scientifique.

Enfin, les financements européens permettent depuis de nombreuses années des collaborations autour de projets de grande envergure et impliquant plusieurs pays. Depuis trois ans, les initiatives de ce type ont bénéficié des programmes E-Content + et de la stratégie i2010 de la Commission européenne pour se multiplier⁵². La plupart des projets européens comportent à la fois une dimension prospective et une dimension applicative. C'est par

exemple le cas des trois projets suivants, dans lesquels les bibliothèques académiques sont actuellement très impliquées :

- Driver, qui vise à la constitution d'une infrastructure européenne d'archives ouvertes⁵³, et avec qui Liber souhaite œuvrer étroitement ;
- la réalisation d'un démonstrateur pour un portail européen de thèses électroniques, dans le cadre du programme Dart-Europe⁵⁴ ;
- eBooks on Demand, par lequel est élaboré un réseau européen de fourniture de livres électroniques numérisés à la demande, piloté par la bibliothèque de l'université autrichienne d'Innsbruck⁵⁵.

Les modalités de financement de l'activité des bibliothèques académiques européennes sont donc de plus en plus variées. Il semble que cette réalité traduise un autre phénomène : celui de l'importance croissante du concept d'« information scientifique » par rapport à celui de « documentation ».

De la documentation à l'information scientifique ?

Un premier signe de cette mutation est visible à travers les sujets des articles déposés sur les plates-formes internationales d'archives ouvertes en sciences de l'information et des bibliothèques. Parmi les dix catégories les plus représentées sur E-LIS⁵⁶, figurent « Bibliothèques académiques » (365 articles), « Répertoires institutionnels » (363), « Diffusion de l'information » (322), « Méthodes bibliométriques » (283), « Usages et impacts de l'information » (229), « Propriété intellectuelle et droits d'auteur » (225), « Revues électroniques » (225) et « Ressources électroniques » (210). Les thématiques « Formation à l'IST » (190 articles) et « Publication électronique » (162) suivent de près⁵⁷.

31. Je remercie Kate-Riin Kont, de la Bibliothèque nationale d'Estonie, pour ce renseignement.

32. www.rin.ac.uk/ccm-menu

33. www.curl.ac.uk/projects/Cofor%20statement%20and%20timetable.pdf

34. www.deff.dk

35. www.linkitalo.fi

36. www.nelliportaali.fi

37. <http://mek.oszk.hu/indexeng.phtml>

38. <http://polarcnr.area.ge.cnr.it>

39. www.hvar.is/sida.php?id=5

40. www.labt.lt

41. www.e-lib.ch/index_f.html

42. www.diva-portal.org/about.xsql

43. www.nordinfolit.org

44. Nordic Research Library Programme for the Development of Access to Scientific Information in the Nordic countries : www.nordbib.net

45. Ligue des bibliothèques européennes de recherche : www.libereurope.eu

Voir dans ce même numéro la présentation de Liber par François Cavalier, p. 19-21.

46. European Bureau of Library, Information and Documentation Associations : www.eblida.org

47. Consortium of European Research Libraries : www.cerl.org

48. European Association for Health Information and Libraries : www.eahil.net

Voir dans ce numéro l'article de Benoît Thirion.

49. Bibliothèques européennes de théologie :

<http://theo.kuleuven.be/beth/index.htm>

50. European Association of Aquatic Sciences Libraries and Information Centres :

www.euraslic.org

51. www.sparceurope.org

52. Voir dans ce même numéro la contribution de Corinne de Munain, p. 6-10.

53. www.driver-repository.eu

54. www.dart-europe.eu

55. Projet eBooks on Demand :

www.books2ebook.eu/index.php5

56. <http://eprints.rclis.org>

57. Statistiques au 11 octobre 2007.

Les bibliothèques académiques font donc l'objet d'une intense réflexion professionnelle et scientifique au niveau international, qui porte essentiellement sur leur rôle dans l'acquisition, l'évaluation et la diffusion de l'information scientifique, ainsi que sur la formation de leurs publics à son utilisation.

Les bibliothèques des établissements d'enseignement supérieur et de recherche européens sont très impliquées dans les programmes d'archives institutionnelles. Une très récente étude portant sur 56 archives institutionnelles de 11 pays différents a montré que le temps de travail global consacré à l'élaboration, au développement et à l'administration de ces archives, provient des forces propres des bibliothèques à hauteur de 95 %⁵⁸. Cette proportion extrêmement élevée explique sans doute que la responsabilité scientifique et technique du projet européen Driver soit confiée au directeur de la bibliothèque de l'université de Bielefeld. Celui-ci est également le chef de projet pour le portail allemand de référence sur les problématiques de l'*open access*⁵⁹. Sur ce dernier point, il est significatif que le portail de référence au niveau international sur les revues scientifiques publiées en libre accès, le DOAJ (Directory of Open Access Journals), soit un service proposé par la bibliothèque de l'université de Lund en Suède⁶⁰.

Ces deux problématiques relativement récentes (les archives ouvertes et institutionnelles et le libre accès à l'information) ont permis un rapprochement certain entre la communauté des bibliothécaires et celle des chercheurs. Ces derniers, en prenant conscience des enjeux liés à l'information scientifique (souvent grâce aux actions de sensibilisation menées par les bibliothécaires), s'investissent de plus en plus dans des projets concernant directement ou indirectement l'activité des bibliothèques, et inversement, les bibliothèques sont étroitement associées aux

réflexions qui préoccupent les scientifiques. Les réflexions et débats menés depuis 2005 et l'enquête européenne sur les modèles économiques de la publication scientifique⁶¹ sont à cet égard particulièrement exemplaires. De même, l'implication des bibliothèques dans un réseau tel que celui des économistes européens, Nereus⁶², témoigne d'une collaboration renforcée entre ces deux communautés qui se retrouvent également, en compagnie des éditeurs scientifiques, autour des portails de revues comme ceux existant en Croatie⁶³ ou en France⁶⁴.

Cette sensibilisation des chercheurs aux enjeux liés à l'information scientifique explique, en partie du moins, qu'une part de plus en plus significative des budgets des bibliothèques provient d'organismes ou agences nationales pour la recherche, et que ceux-ci reprennent des missions autrefois dévolues exclusivement aux bibliothèques. On peut le voir avec l'activité de négociation autour des ressources électroniques, pour laquelle les agences Surf aux Pays-Bas et JISC au Royaume-Uni se sont dotées de services spécifiques⁶⁵. Bien entendu les consortiums de bibliothèques sont extrêmement actifs dans ce domaine, mais une politique de coordination nationale peut être impulsée par une fondation nationale pour la recherche, comme en Allemagne avec le système des licences nationales. Dans ce système, les principales bibliothèques de recherche se voient confier par la DFG la mission de négocier auprès des éditeurs et pour l'ensemble des citoyens allemands l'accès aux principales ressources électroniques scientifiques⁶⁶. Une initiative analogue existe en Irlande avec l'Irish Research eLibrary⁶⁷, lancée en 2004 et partie intégrante de la stratégie nationale pour la recherche.

Une autre mission historique des bibliothèques se voit de plus en plus

reprise par les institutions de recherche, à savoir la préservation des documents. Ce phénomène concerne quasi exclusivement les ressources numériques, en raison des aspects technologiques extrêmement complexes et financiers extrêmement lourds⁶⁸, que comporte la préservation à long terme des données numériques. D'importantes équipes de recherche se sont formées autour des problématiques de la conservation numérique, au Royaume-Uni⁶⁹, en Allemagne⁷⁰, au niveau européen⁷¹. Les bibliothèques nationales sont elles aussi très actives sur cette problématique et bénéficient souvent d'une expertise liée à l'archivage du web. En revanche, la compétence des bibliothèques des institutions d'enseignement supérieur et de recherche est sans doute à affirmer⁷², notamment en ce qui concerne la préservation des données numériques que ces dernières produisent.

Les bibliothèques académiques sont d'ailleurs déjà concernées par une problématique approuvée, qui est celle de l'archivage des ressources électroniques. Ce concept, davantage documentaire, désigne la responsabilité de l'« hébergement » des fichiers des ressources électroniques (revues, livres, etc.) produites par les éditeurs scientifiques. Ces fichiers doivent-ils être conservés par l'éditeur, la bibliothèque n'achetant qu'un accès aux ressources et non les ressources elles-mêmes, ou la bibliothèque fait-elle l'acquisition des fichiers, auquel cas elle a également la mission d'en assurer la préservation ? Trois cas de figure coexistent actuellement en Europe :

- la négociation directe avec les éditeurs du versement des fichiers

68. Le projet britannique Life est consacré à l'analyse des coûts de la préservation à long terme de l'information numérique : www.life.ac.uk

69. Digital Curation Centre : www.dcc.ac.uk
Digital Preservation Coalition : www.dpconline.org/graphics/index.html

70. Programmes Nestor : <http://nestor.sub.uni-goettingen.de/index.php>

et Kopal : <http://kopal.langzeitarchivierung.de>

71. Caspar : www.casparpreserves.eu

72. Programme E-Archiving du Consortium des bibliothèques universitaires suisses : http://lib.consortium.ch/html_wrapper.php?src=project-ea&dir=project&activeElement=2&ea=1

58. Primary Research Group, The International Survey of Institutional Digital Repositories, novembre 2007, 121 p. : www.primaryresearch.com/content-200711071-Information-Science.html

59. <http://open-access.net>

60. www.doaj.org

61. http://ec.europa.eu/research/science-society/pdf/scientific-publication-study_en.pdf

62. www.nereus4economics.info

63. <http://hrcak.srce.hr/index.php?lang=en>

64. Persée : www.persee.fr

65. www.surfdienst.nl
www.jisc-collections.ac.uk

66. www.nationallizenzen.de

67. www.ul.ie/~library/irel/irelnews.htm

après de la bibliothèque nationale (système adopté aux Pays-Bas avec le e-Depot de la Bibliothèque royale⁷³) ;

- une conservation répartie entre diverses bibliothèques (solution appliquée au Royaume-Uni avec le réseau Lockss UK⁷⁴) ;

- ou l'offre du service Portico, qui propose aux éditeurs et aux bibliothèques d'assurer, moyennant finances, la conservation de leurs ressources électroniques (service encore peu fréquent en Europe : seules des bibliothèques à Chypre, en Grèce, en Suède et au Royaume-Uni sont aujourd'hui adhérentes⁷⁵).

Archives ouvertes et institutionnelles ; publication scientifique ; archivage et préservation des ressources électroniques : sur ces trois problématiques fondamentales, communautés scientifiques et « documentaires » se rejoignent autour du concept d'information scientifique. Elles se rejoignent également pour souligner l'importance fondamentale de la formation, non seulement des chercheurs mais également des étudiants, à cette information scientifique. Les projets de formation des étudiants à la maîtrise de l'information se sont multipliés et généralisés ces dernières années dans les bibliothèques universitaires européennes. Il s'agit désormais d'une des priorités essentielles au même titre que l'acquisition de ressources documentaires. Des réseaux de compétences nationaux se sont ainsi montés en Allemagne⁷⁶, en Écosse⁷⁷, en Espagne⁷⁸, en France⁷⁹, au Royaume-Uni⁸⁰, en République tchèque⁸¹, en Scandinavie⁸², et même au niveau européen⁸³.

73. www.kb.nl/dnp/e-depot/e-depot-en.html

74. www.jisc.ac.uk/whatwedo/programmes/programme_preservation/programme_lockss.aspx

75. www.portico.org/index.html

76. Informationskompetenz : www.informationskompetenz.de/index.htm

77. Scottish Information Literacy Project : www.caledonian.ac.uk/ils/index.html

78. Alfamedia : www.mariapinto.es/alfamedia/index.htm

79. Formist : <http://formist.enssib.fr>

80. The Information Literacy website : www.informationliteracy.org.uk

81. Ivig : <http://knihovny.cvut.cz/ivig/index.html>

82. NordInfoLit, déjà cité (voir note 43).

83. European network for Information Literacy : www.ceris.cnr.it/Basili/EnIL/index.html

Perspectives : un nouveau positionnement à affirmer

Avec les ressources électroniques, les bibliothèques ont changé d'échelle économique. Avec le concept d'information scientifique, elles sont (re) placées au cœur des politiques scientifiques nationales et européennes⁸⁴. L'implication des bibliothécaires dans les programmes liés, d'une part, à la production scientifique et, d'autre part, à l'activité pédagogique de l'institution, témoigne en outre et à notre sens d'un positionnement renforcé des bibliothèques au sein des communautés scientifique et universitaire.

L'évolution de certaines bibliothèques universitaires vers des « *learning centres* », ou « centres d'apprentissage », peut se lire dans cette optique. En effet, si des interrogations se posent quant à l'utilité des bibliothèques « physiques » à l'ère de l'information dématérialisée⁸⁵, d'autres analyses ont conclu à l'utilité de rapprocher, au sein d'une même entité, un certain nombre d'activités complémentaires : les espaces de travail pour les étudiants, l'accès à la documentation physique et électronique, la formation à la maîtrise de l'information, l'apprentissage des technologies de l'information et de la communication, l'enseignement à distance. Dans les pays où existent des « *learning centres* », ces activités se sont regroupées autour de la bibliothèque universitaire, traditionnel lieu d'accès à l'information et espace de travail et

de convivialité pour les étudiants, et acteur pédagogique de plus en plus important dans le domaine de la formation à l'information et à ses outils. Ces centres d'apprentissage se rencontrent principalement au Royaume-Uni⁸⁶, mais également en Espagne⁸⁷, en Finlande⁸⁸ ou en Suisse⁸⁹. Ils sont placés au cœur de la vie universitaire, et sont un acteur essentiel de la mission d'enseignement de l'université.

Ces deux tendances, qui peuvent apparaître contradictoires car tournées l'une vers la communauté scientifique et l'autre vers la communauté étudiante, impliquent-elles l'éclatement à moyen terme des bibliothèques académiques en deux services différents, d'un côté un centre d'apprentissage et de l'autre un centre de publication scientifique et de ressources électroniques ?

En réalité, ce questionnement doit se lire du point de vue plus global de la spécialisation croissante des institutions elles-mêmes, entre un recentrage sur la mission de formation des étudiants, ou au contraire une spécialisation dans le domaine de la recherche scientifique. Dans le premier cas, des horaires d'ouverture élargis pour les bibliothèques restent nécessaires : les étudiants de l'université allemande de Dortmund se réjouissent ainsi de l'annonce de l'ouverture de leur bibliothèque 24 h/24 et 6 j/7⁹⁰. Dans le second cas, la sauvegarde et la préservation de l'information, physique et numérique (y compris les données numériques brutes issues de program-

86. Par exemple à l'université Hallam de Sheffield : www.shu.ac.uk/services/lits/libraries.html

87. Les centro de recursos para el aprendizaje y la investigacion (CRAI).

88. La bibliothèque de l'université de Kuopio est l'un des trois services du Centre for Information and Learning Resource Services : www.uku.fi/wwwdata/pulu/Departments/130.shtml

89. Le Centre de connaissance de l'école polytechnique de Lausanne ; ouverture prévue en 2008 : <http://learningcenter.epfl.ch/page29889-fr.html>

90. www.ub.uni-dortmund.de/ubblog/rund-um-die-uhr

Les réactions laissées sur le blog de la bibliothèque ne jugent pas indispensable l'ouverture après minuit, mais réclament en revanche l'ouverture le dimanche.

mes de calculs), ainsi que la gestion des répertoires d'archives ouvertes et institutionnelles seront d'ici 5 ans vraisemblablement les missions principales des bibliothécaires⁹¹.

Ces regards, sollicités de plus en plus fréquemment par les bibliothèques elles-mêmes⁹², des communautés d'utilisateurs sur les survies des bibliothèques, viennent enrichir les multiples réflexions menées autour de l'évaluation. Cette thématique revêt une importance croissante, en liaison notamment avec les coûts des ressources électroniques⁹³. Si les lacunes du tableau comparatif montrent que les statistiques des bibliothèques académiques sont souvent insuffisantes et incomplètes, quelques bibliothèques européennes (au Royaume-Uni, en Finlande, au Danemark, en Norvège, en France) participent au programme américain LibQUAL+ qui vise à donner méthodes et outils pour l'évaluation de la bibliothèque et de la satisfaction de ses usagers⁹⁴. Ceci est à replacer dans le cadre plus large de la concurrence internationale des établissements d'enseignement supérieur et de recherche : une bibliothèque moderne et performante est aujourd'hui un atout de poids dans leur visibilité et leur positionnement international.

Trois questions

Avant de conclure, nous souhaiterions soumettre à la réflexion collective trois des principales questions évoquées précédemment :

- La bibliothèque académique doit-elle se positionner comme gardienne de la mémoire de son établissement ?
- Quelle articulation doit-on adopter au niveau national dans le domaine

de la préservation à long terme de l'information numérique, entre la bibliothèque nationale et les bibliothèques académiques notamment ?

- Comment articuler les services destinés à la communauté étudiante avec les nouvelles missions liées à la diffusion et à la préservation de l'information scientifique ?

Un avenir évolutif

Le paysage des bibliothèques académiques européennes est marqué par une collaboration croissante, dont le moteur est principalement la question de l'information numérique. C'est cette même information numérique qui a conduit à ce que les communautés scientifiques se dotent d'organismes, de programmes, de stratégies nationales pour l'accès, la diffusion et la préservation de la production scientifique, et à ce que les bibliothèques soient considérées comme centrales pour des politiques scientifiques européennes performantes. Se dirige-t-on vers une généralisation du schéma évoqué par David Aymonin lors de son intervention au congrès de l'Association des directeurs et des personnels de direction de bibliothèque universitaire et de la documentation 2007⁹⁵, à savoir des politiques documentaires nationales pour l'acquisition des ressources d'intérêt national, et des politiques documentaires de niche pour chacune des bibliothèques individuellement ? Cela n'est pas improbable.

Face à ces évolutions et questionnements, quel est aujourd'hui le profil idéal d'un directeur de bibliothèque d'une institution d'enseignement supérieur et de recherche ? Visionnaire, doté de capacités de décision, de leadership et de management, ayant la culture du résultat et l'expérience de l'activité de recherche, la connaissance et l'expérience internationale du domaine de l'information scientifique, afin d'être à même d'orchestrer la stratégie de l'université concernant l'information scientifique et de représenter l'institution au mieux dans les réseaux professionnels et scientifiques natio-

naux et internationaux : ce sont quelques-unes des qualités exigées dans une offre d'emploi parue au début 2007, pour recruter le futur directeur de la bibliothèque de l'université de Maastricht, aux Pays-Bas. Cette offre d'emploi, ouverte aux candidats internationaux, traduit les nouvelles orientations des bibliothèques européennes. Elle pose également la question de la formation des professionnels des bibliothèques et du recrutement de ceux qui vont avoir à les diriger : le marché de l'emploi des directeurs de bibliothèques académiques sera de plus en plus ouvert et concurrentiel, au niveau tant du profil professionnel que de l'origine géographique des candidats. ●

Novembre 2007

Sources statistiques concernant les bibliothèques d'enseignement supérieur et de recherche en Europe

- **Allemagne** : www.bibliotheksstatistik.de
- **Autriche** : www.statistik.at/web_de/statistiken/bildung_und_kultur/kultur/bibliotheken/index.html
- **Danemark** : www.bs.dk/publikationer/english/statistics/2006
- **Espagne** : www.rebiun.org/questionarios/indicadores/indicadores_main.asp#
- **Estonie** : http://pub.stat.ee/px-web.2001/1_Databas/Social_life/01Culture/10Libraries/10Libraries.asp
- **Finlande** : https://yhteistilasto.lib.helsinki.fi/language.do?action=change&choose_language=3
- **France** : www.sup.adc.education.fr/asibu
- **Norvège** : www.ssb.no/english/subjects/07/01/40/ffbibl_en
- **Royaume-Uni** : www.lboro.ac.uk/departments/dis/lisu
- **Suède** : www.scb.se/Templates/PlanerPublicerat/Default.aspx?produkt=KU0102&type=PUB
- **Suisse** : www.bfs.admin.ch/bfs/portal/fr/index/themen/16/02/02/key/02.html
- **Enquête Libecon (données 2001)** : www.libecon.org

91. Research Information Network et Consortium of Research Libraries, *Researchers' Use of Academic Libraries and their Services*, 2007 : www.rin.ac.uk/files/libraries-report-2007.pdf

92. Voir par exemple l'enquête de satisfaction menée en Allemagne auprès des usagers de bibliothèques universitaires spécialisées en sciences humaines et sociales : www.che.de/downloads/11B_Bibliotheken.pdf

93. Projet Counter, Counting Online Usage of Networked Electronic Resources : www.projectcounter.org

94. www.libqual.org

95. www.adbu.fr/IMG/pdf/aymonin_adbu_dunkerque_20070921.pdf

TABLEAU COMPARATIF DES DONNÉES STATISTIQUES
DES BIBLIOTHÈQUES D'INSTITUTIONS EUROPÉENNES D'ENSEIGNEMENT SUPÉRIEUR ET DE RECHERCHE¹

	Allemagne	Autriche	Danemark	Espagne ²	Estonie	Finlande	France	Norvège	Royaume-Uni	Suède	Suisse
Année de référence	2006	2005	2006	2006	2006	2006	2005	2006	2005	2006	2005
Nombre de bibliothèques (institutions)	247	19	126	49	60	21	105	69	167	38	14
Nombre de personnels en ETP	12 338	965	1 324	5 246	1 050	1 329	5 275	644	10 254	1 707	1 033
Budget total (en million d'€)	793	20,34	104,89	102,5	14,97	98,13	333,91	71,71	742,58	145,25	109,55
Budget d'acquisition (en million d'€)	245	20,34	28,32	102,5	7,62	24,78	81,9	21,38	261,21	38,35	28,25
Achat ressources électroniques (RE) (en million d'€)	43,29			38,74		10,06	16,82		39,03	25,6	6,56
Part des RE dans le budget d'acquisition	17,67 %			37,8 %		40,60 %	20,54 %		14,94 %	66,74 %	23,22 %
Nombre de lecteurs inscrits ³	2 811 912 ⁴	540 000		1 643 107	164 000	607 068	1 177 928		1 678 952	315 500	223 156
Part des frais liés au personnel	61,6 %		65,6 %		50,91 %	45,1 %	51,54 %		46,53 %	58,1 %	58,68 %
Budget d'acquisition	30,9 %		27 %		26,27 %	19,43 %	23,59 %		35,16 %	26,4 %	25,79 %
Dépenses documentaires par lecteur inscrit	87,13 €	37,67 €		62,38 €	46,47 €	40,82 €	69,53 €		155,58 €	121,55 €	126,60 €
Achat RE par lecteur inscrit	15,39 €			23,58 €		16,58 €	14,28 €		23,25 €	81,14 €	29,40 €
Ouverture moyenne par semaine	57 h		71 h			81 h	58 h		77 h	62 h	66 h
Nombre de places de lecture	95 921		159 473			11 624	113 000		23 858	23 858	8 131
Nombre de lecteurs inscrits par place	29,3		10,3			52,2	10,4		9,0	13,2	27,4

1. Sources des données : voir les sources statistiques, à la fin de l'article p. 17. Les bibliothèques de recherche spécialisées, ou bibliothèques des grands établissements ou assimilés, n'ont pas été prises en compte : seules sont considérées les bibliothèques d'institutions d'enseignement supérieur et

de recherche. Ces données synthétiques seront à comparer avec les résultats de l'enquête de *benchmarking* menée actuellement par l'Association des directeurs et des personnels de direction des bibliothèques universitaires et de la documentation (ADBU) : www.adbu.fr

2. Sont prises en compte uniquement les bibliothèques universitaires publiques. Le nombre de lecteurs ne désigne pas le nombre des lecteurs inscrits, mais le nombre de lecteurs potentiels.

3. Sont inclus les étudiants, les enseignants et chercheurs, les autres personnels universitaires, ainsi

que les publics hors milieu universitaire : le nombre de lecteurs inscrits nous semble plus pertinent que le simple nombre d'étudiants inscrits à l'université.

4. Dont plus de 800 000 personnes n'appartenant pas au milieu universitaire.